

Le débat Québec solidaire sur la stratégie pour l'indépendance **Pour « sortir du pétrole »... et du faux débat constitutionnel**

Québec solidaire invite ses membres à « *une journée de réflexion sur la souveraineté* » en préparation de son prochain congrès. Y seront en débat « *les questions reliées à l'établissement d'une constitution québécoise et son contenu, l'impact par rapport à la constitution canadienne ainsi que les aspects juridiques* » puis « *les questions reliées à la formation de l'Assemblée constituante, son mandat, son fonctionnement et le rôle de Québec solidaire.* » Ne cherchez pas le mot 'indépendance' dans tout le texte de l'invitation, il n'y est pas. Quant au débat sur la stratégie vers la dite souveraineté — le peuple en berne peut choisir souverainement la soumission au fédéralisme — il est emprisonné dans la diptyque constitution/constituante.

Presse-toi-à-gauche, peut-être gêné par cet étouffement de la discussion, s'éclate dans toutes les directions, croit-il, en invitant à débattre sur la base d'une vingtaine de questions sensément recouper six objectifs¹. Dommage qu'à force d'ennuyantes abstractions et généralités pour faire consensus, l'aile gauche de la direction Solidaire ait raté le vif du sujet soit la contribution, nulle, accidentelle ou indispensable, de la lutte pour l'indépendance aux luttes populaires contre l'austérité, contre les hydrocarbures et contre la guerre et ses réfugiés, luttes à cent mille lieux des débats ésotériques de l'intelligentsia souverainiste². Si l'on en juge par la contribution du responsable national à l'information de Québec solidaire³, et membre du comité de rédaction de Presse-toi-à-gauche⁴, la hantise de la gauche Solidaire s'avère être le dialogue de la direction Solidaire avec le PQ.

La cour entre la belle Solidaire et le beau péquiste sous l'œil du chaperon caquiste

La belle Solidaire a beau réitéré une fin de non recevoir au prétendant péquiste, elle se présente quand même toujours au rendez-vous... parfois secret⁵. On voit bien que les conditions d'un mariage se sont pas insurmontables même si elles ne sont pas banales. Québec solidaire exige du PQ un tournant à la Trudeau : revenir à une élection à la proportionnelle, infléchir en faveur des plus pauvres la politique d'austérité et, *last but not least*, un nouveau chef à apparence moins droitière, définitivement non identitaire.

Quant à la dite stratégie pour accéder à l'indépendance, l'entremetteuse Option nationale, faire-valoir du PQ, s'occupe de fabriquer le pont d'une assemblée constituante dans le premier mandat suivi d'un référendum... si le temps du premier mandat le permet⁶. Pour qui a suivi les méandres de la pensée de la direction Solidaire sur la Constituante a compris d'une part que son débouché ne sera pas nécessairement l'indépendance et que d'autre part le temps de sa mise en place, de tout son tara-la-la de consultations populaires et le temps des débats qui ne sera pas bref rend peu probable la tenue d'un référendum dans le premier mandat.

Reste à trouver le moyen de le faire savoir à l'électorat sans aliéner la militance Solidaire,

-
- 1 [Presse-toi à gauche – vous invite à animer le débat sur la situation du mouvement indépendantiste du Québec et sur ses perspectives](#), 8/03/16
 - 2 Michel David, Pas encore!, Le Devoir, 23/02/16 : « *Plutôt que de s'appliquer à mieux expliquer en quoi la souveraineté pourrait mieux répondre aux préoccupations de la population, la famille souverainiste s'est lancée avec une ardeur renouvelée dans un débat sur l'opportunité d'abandonner l'approche référendaire au profit d'une nouvelle stratégie...* »
 - 3 André Frappier, [Des alliances, avec qui, pourquoi, comment ?](#), Presse-toi-à-gauche, 8/03/16 (Le titre ne reflète pas le sujet principal de l'article essentiellement centré sur la critique du PQ, par ailleurs fort pertinente.)
 - 4 La biographie de ce membre du comité de rédaction sur le site de Presse-toi-à-gauche, persiste à occulter tout lien avec Québec solidaire pour plutôt mettre en évidence des engagements révolus certains depuis très longtemps. Ce serait en effet fort révélateur de montrer explicitement que le responsable national à l'information du parti et membre de sa coordination fait aussi partie de la direction de Presse-toi-à-gauche. Pour la transparence, on repassera.
 - 5 Isabelle Porter, [Convergence: David résiste aux avances de Lisée](#), Le Devoir, 25/02/16 : « *M. Lisée n'a pas caché que lui et Amir Khadir avaient travaillé ensemble dans le passé pour créer une convergence de leurs deux partis.* »
 - 6 Magdaline Boutros — La Presse canadienne, [Coalition des forces souverainistes : encore beaucoup de travail à faire](#), Le Devoir, 28/02/16

problème typiquement péquiste, pour qu'il comprenne que voter Solidaire est voté pour un bon gouvernement social-libéral dit de gauche. En coalition formelle ou informelle avec le PQ? Pour tous ces partis électoralistes, toutes ces décisions relèvent de l'évolution des sondages assaisonnés de l'instinct de survie des appareils et de la résilience militante. Une poussée Solidaire et c'est bye-bye PQ, et vice-versa. Le PQ n'envisagera de se résoudre aux conditions Solidaire que si ses intentions de vote sont sérieusement en panne. Peut-être car pour compliquer l'équation s'ajoute la variable caquiste. Tout est possible : du statu quo de la foire d'empoigne « et puis on voit », option par défaut, jusqu'à une grande alliance nationaliste contre l'Antéchrist fédéraliste.

Opter pour les mouvements sociaux tout en passant à côté de l'austérité

Conscient qu'il ne suffit pas de poser mille questions abstraites pour contrer le crétinisme parlementaire de la culture politicienne, Presse-toi-à-gauche envoie sur les barricades son frondeur des grandes occasions. « *Opter plutôt pour un tournant vers les mouvements sociaux* »⁷ de clamer celui-ci. Comment? En réorganisant le parti sur la base des rapports avec les mouvements sociaux, et non sur la base des circonscriptions électorales. Ce qui aurait permis une intervention collective du parti lors du Printemps érable et de l'actuel Front commun et de ses suites avant que les astucieuses manœuvres de la bureaucratie, de type mauvais/bon gars, aient probablement tout fait fouerrer. Fort bien, cette réorganisation est nécessaire.

D'ajouter l'auteur, cette réorganisation implique de « *"recentrer le message", en étant "clair et marqué à gauche"* ». Qu'est-ce à dire? L'auteur propose quatre axes qui sont en fait cinq : « *la lutte contre le pipeline Énergie est* », main tendue au PQ qui est contre... après avoir été pour, « *la lutte pour la préservation d'Anticosti* », main tendue aux Libéraux... en autant que Pétrolia ne soit pas lésé, « *la lutte contre le traité de libre-échange Asie\Pacifique* », main tendue à on ne sait trop qui car à tort ou à raison ce n'est pas une préoccupation du mouvement populaire québécois sauf certains groupes spécialisés, « *la lutte contre l'agrandissement du Port de vrac de Québec* », main tendue au centre-ville de Québec, localisme étonnant, finalement « *plus global et plus politique [...] le droit d'élire une assemblée constituante...* »⁸, main stratégique tendue aux seules Organisations unies pour l'Indépendance (OUI), filiale mouvementiste du PQ.

Si on veut être spécifique quant à lutte contre les hydrocarbures, l'enjeu à ne pas oublier c'est le pétrole gaspésien car c'est là où le bât blesse⁹, celui sur lequel les trois larrons néolibéraux s'entendent et sur lequel le patronat est uni pour, tout comme le mouvement populaire et un grand nombre de municipalités le sont contre. Ce qui est époustouflant, toutefois, c'est « l'oubli » de la lutte contre l'austérité, l'épine dorsale de la lutte populaire québécoise. L'oubli de la lutte contre la guerre et ses corollaires ne trouve pas non plus d'excuse sauf à malheureusement reconnaître qu'elle est le talon d'Achille du mouvement populaire québécois. Finalement, le cinquième axe stratégique, la Constituante, réduit « *les mouvements sociaux* » réellement visés aux seules OUI de la mouvance nationaliste. C'est ce qu'on appelle tourner en rond pour revenir au point de départ.

Abandon d'une lutte féministe pour éviter de fâcher la direction Solidaire

Presse-toi-à-gauche ne veut tout simplement pas ouvrir la boîte de pandore de la division qui s'est opérée au sein du Front commun, plus précisément au sein de la CSN entre la base et le sommet¹⁰. Le cauchemar de Presse-toi-à-gauche c'est de devoir choisir entre la base syndicale, en particulier celle des femmes bas salariées qui sont les grandes sacrifiées de l'entente pourrie

7 Pierre Mouterde, [Opter plutôt pour un tournant vers les mouvements sociaux](#), Presse-toi-à-gauche, 23/02/16

8 Pierre Mouterde, [Pour ouvrir le débat : QS et la question nationale \(2016-2018\)](#), Presse-toi-à-gauche, 16/02/16

9 Tache d'huile, [La Gaspésie serait-elle une zone sacrifiée ?](#), Presse-toi-à-gauche, 8/03/16

10 Voir sur mon site web, [Mobiliser à fond ou rester sur la clôture du post-mortem](#), 15/01/16 : Cet article analyse en détails, avec références, la position évolutive de Presse-toi-à-gauche vis-à-vis le Front commun et sa dissidence que ce paragraphe ne fait que synthétiser.

marginalement bonifiée sacrifiant la lutte contre les coupes, et les directions syndicales alliées de la direction Solidaire dont Presse-toi-à-gauche protège le flanc gauche... en ne le pressant pas trop.

Après avoir penché vers les directions syndicales, le dirigeant du site web a dû faire volte-face et condamner l'entente, sans toutefois mentionner son enjeu féministe. Toutefois, au lieu d'appeler au rejet de l'entente par la base et à une immédiate remobilisation pour élargir le rejet hors FSSS (et FAE) et surtout pour éviter un affaissement démobilisateur qui finalement s'est produit, le responsable de Presse-toi-à-gauche a sombré dans le post-mortem prématuré.

Presse-toi-à-gauche a encore moins évoqué la perspective d'une grève sociale faisant de la grève du secteur public le fer de lance de la lutte anti-austérité des groupes populaires, des parents, des garderies publiques, des employés municipaux et éventuellement étudiante. Le Printemps 2016 n'aura vraisemblablement pas lieu en réaction au budget du 17 mars qui fera semblant de clore l'ère de l'austérité alors qu'il ouvrira celle de la privatisation¹¹.

Intersyndicales Solidaire spécialistes en post-mortem précipité

Les Intersyndicales Solidaire, issues de la même mouvance, ont suivi le même parcours. Lentes à prendre partie contre l'entente et ce sans aucune critique des directions syndicales¹², elles se sont ensuite murées dans le silence. Ses membres, tant à l'unique assemblée de Lutte Commune, regroupant la gauche syndicale, que sur son facebook de discussion¹³, se sont abstenus de toute opinion autre que pour certains fournir ou demander de l'information.

Pour faire « basiste », Presse-toi-à-gauche a interviewé deux militantes. L'une justifie vaille que vaille la capitulation du Front commun grâce à un intervieweur complaisant qui évite de la relancer¹⁴. L'autre prend pour acquise la stratégie de démobilisation de la direction de la FAE replié sur un gain marginal. Ni cette militante ni son intervieweur ne considèrent l'éventualité d'une jonction militante avec la FSSS et avec le mouvement social dans une perspective anti-austérité dans le cadre de la mobilisation contre le budget du 17 mars. Aurait pu en résulter la construction d'un rapport de force gréviste jusqu'à la défiance d'une loi spéciale¹⁵.

Il n'eut pas venu à l'idée des Intersyndicalistes que c'est justement leur *job* de donner ces perspectives même en sachant fort bien que leur probabilité de réalisation est mince, histoire de préparer l'avenir. Plutôt se dépêcher de convoquer une assemblée publique post-mortem¹⁶ avant même que la décision de l'acceptation de l'entente bonifiée n'ait été ratifiée à la base. Décidément, cette gauche politique est pressée d'en finir avec ces femmes rebelles qui dérangent. Il est cocasse que cet appel à la liquidation d'une rébellion féministe pour passer à autre chose se fasse lors de la Journée internationale des femmes.

Entre indépendance et luttes sociales, la jonction de la grève sociale

Toutes ces démissions conduisent à déconnecter la lutte pour l'indépendance des luttes populaires

11 Voir sur mon site, [Pour le tout marché, même illégal, santé et éducation incluses](#), 29/02/16

12 Comités intersyndicaux de QS-Montréal et QS-Capitale nationale, [Et si ce n'était qu'une première ronde de négo dans la lutte du Front commun 2015 ?](#), Presse-toi-à-gauche, 14/01/16

13 [Facebook de discussion](#) de Lutte commune : Après sa réunion réussie du début janvier, Lutte commune ne s'est plus réunie. Sauf à appeler à rejeter l'entente, elle n'a pas présenté de proposition de plan d'action ni organisé de caucus aux conseils fédéraux de la FSSS. Lutte commune s'en est totalement remise aux directions de la FSSS et de la FAE. Celles-ci n'en avaient que pour la négociation à tout prix, sans remobilisation, en vue d'une amélioration marginale à l'entente, ce qu'accommoda le gouvernement. Reste la ratification auprès d'une base démobilisée.

14 Johane Cadieux et Pierre Beaudet, [Le Front commun : bilan à froid](#), Presse-toi-à-gauche, 16/02/16

15 Pierre Beaudet et Stéphanie Durand, [La nouvelle génération militante](#), Presse-toi-à-gauche, 8/03/16

16 Comité intersyndical de la région de Montréal de Québec solidaire, [Conférence : lutte, résistance, austérité](#), Presse-toi-à-gauche, 8/03/16

réellement existantes auxquelles il manque le moyen terme de la grève sociale comme jonction. La lutte sociale doit se hausser au niveau de la grève sociale

- pour casser l'austérité, qui cohabite ou non avec un ré-investissement dans les infrastructures vertes ou non vertes et même avec des « chèques citoyens » propulsant les marchés et leur consumérisme¹⁷;
- pour casser la domination des hydrocarbures qui cohabite avec un complément d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de transport public en autant qu'ils améliorent la compétitivité;
- pour casser la dynamique des guerres aiguillonnée par le libre-échange et qui cohabite avec un faux semblant d'humanisme interventionniste.

Par grève sociale il faut entendre une montée de vagues grévistes avec occupations des lieux de travail et contrôle localisé puis généralisé des systèmes de communication, de transport et de distribution, à policer et à défendre, jusqu'au renversement du pouvoir patronal. À cet égard, une conquête institutionnelle de la majorité parlementaire, à ne pas confondre avec le pouvoir surtout dans le cadre d'un demi-État provincial encaserné par des accords de libre-échange, peut tout aussi bien propulser en avant comme tout bloquer en provoquant un attentisme démobilisateur. Comme on dit populairement, ça dépend. La dimension institutionnelle — quand la Constituante, dans quelle séquence, quel contenu — relève du débat tactique à considérer en temps et lieux dans le feu de la lutte. La préoccupation d'aujourd'hui doit être le débat stratégique c'est-à-dire la réunion des « conditions gagnantes » pouvant générer une grève sociale.

La défaite presque assurée du Front commun et de sa dissidence, en tant que pivot de la lutte anti-austérité et, alternativement d'un réinvestissement massif dans les services publics de soi écologiques¹⁸, n'est évidemment pas une bonne nouvelle. Cette lutte n'en reste pas moins à l'ordre du jour tout comme celle contre les hydrocarbures et son alternative d'un plan de réduction drastique des gaz à effet de serre (GES) à réaliser à la hussarde tant l'urgence est grande. Tout comme devrait l'être aussi celle contre la guerre et sa prémisse de libre-échange qui est la nuée de la guerre économique pétrie d'austérité avant l'orage de la guerre tout court surtout là où sévit ou a sévi des extrêmes climatiques prolongés comme au Moyen-Orient. Voilà les conditions gagnantes de l'heure quitte à être attentif aux surprises de la conjoncture.

« Sortir du pétrole » vers le plein emploi écologique et par l'indépendance

Le nexus de ces conditions se trouve dans un plan « Sortir du pétrole » mais considérablement bonifié parce son financement serait libéré de son étouffement par le capital financier et de son complice, le complexe auto-pétrole-bungalow¹⁹. Toute l'épargne nationale est à mobiliser pour réaliser ce plan ce qui suppose l'expropriation des banques et consorts de même qu'une réforme fiscale radicale, et le rejet du libre-échange, ce qui à son tour suppose l'indépendance. Idem pour obtenir le plein contrôle sur les systèmes de transport y compris pour les matières énergétiques et ainsi cesser de subir les humiliations nationales des TransCanada et des Canadien Pacifique.

Certes, l'intensité du *Quebec bashing*²⁰ et l'histoire de la formation de l'État canadien²¹ bloque toute solution stratégique dans le cadre canadien. N'en reste pas moins indispensable la mobilisation populaire du Québec non francophone et celle des nations autochtones et inuit particulièrement celles habitant la province fédérale du Québec, tout comme l'appui au moins tacite du peuple canadien-anglais. Réduire la nécessité sociale de l'indépendance à la seule défense du français et de la culture

17 Louis Gill, [Les étonnantes propositions de «The Economist»](#), Le Devoir, 10/03/16 : Ce nouveau keynésianisme de droite engendré par la peur d'une replongée dans une deuxième phase de la « grande dépression » commencée en 2008, sans pouvoir recourir cette fois-ci à un outil monétaire presque épuisé, réhabilite la prééminence de l'outil fiscal / budgétaire mais au bénéfice du renforcement des marchés dominés par les transnationales sous la gouverne du 1%.

18 Les services publics (et personnels) sont en soi écologiques car ils mobilisent essentiellement la seule énergie humaine.

19 Marc Bonhomme, [Quel débat prioritaire pour le congrès de Québec solidaire ?](#), Presse-toi-à-gauche, 6/03/16

20 Hélène Buzzetti, [Front commun contre les propos francophobes](#), Le Devoir, 12/03/16

21 Marc Bonhomme, « La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada » dans [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, 12/09/04

francophone québécoise, si nécessaire soit-elle²², non seulement ne ralliera pas les non francophones mais transforme la lutte pour l'indépendance en lutte identitaire. En ce monde où l'identitarisme fait des ravages, cette dynamique a le potentiel de devenir une tragédie de conflit ethnique jusqu'aux armes et aux larmes.

Le but préminent de la lutte pour l'indépendance ne peut être que social. Le socle de la libération nationale, c'est l'émancipation sociale. Le fer de lance de celle-ci, c'est l'expropriation des banques et consorts pour réaliser le plein emploi écologique. C'est cette combinaison de libération nationale et d'émancipation sociale qui a mobilisé le peuple québécois dans la période 1966-1976 culminant dans le grand soulèvement du printemps 1972 qu'on pourrait qualifier de grève sociale avant l'heure. N'eut été de son sabotage par les présidents des centrales syndicales, faux héros qui ont négocié de leur prison la paix sociale avec un gouvernement aux abois, le pouvoir était à portée populaire²³. Avec un tel levier, un gouvernement des 99% pourrait arriver au plein emploi écologique à la même vitesse fulgurante que le patronat a transformé l'économie en crise de 1939 en économie de plein emploi en 1941 non pour participer à une guerre mondiale mais pour sauver la terre-mère.

Marc Bonhomme, 14 mars 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

22 Robert Dutrisac, [Francisation: les immigrants «entre deux feux»](#), Le Devoir, 28/01/16 : Reste que malgré le charcutage de la loi 101 par la Cour suprême, le gouvernement québécois pourrait faire davantage pour imposer le français comme langue de travail, ce qui est devenu la pierre d'achoppement de la francisation. Le refus d'une partie de l'immigration d'apprendre le français en est la conséquence. Il n'est pas la cause du recul du français à Montréal comme le prétendent les identitaires.

23 Voir sur mon site, [Front commun 2015-2016 et «l'explosion 1972»](#), 4/01/16